
Signaux conjoncturels

Résultats des entretiens menés par la BNS
avec les entreprises

Troisième trimestre 2017

Rapport des délégués aux relations avec l'économie régionale
destiné à la Direction générale de la BNS pour l'examen
trimestriel de la situation

Les appréciations présentées ci-après reposent sur les
informations recueillies auprès de décideurs économiques de
toute la Suisse. Au total, 213 entretiens ont eu lieu avec
des représentants d'entreprises entre mi-juillet et fin août.

Régions

Genève
Mittelland
Suisse centrale
Suisse du Nord-Ouest
Suisse italienne
Suisse orientale
Vaud-Valais
Zurich

Délégués

Jean-Marc Falter
Roland Scheurer
Walter Näf
Daniel Hanimann
Fabio Bossi
Urs Schönholzer
Aline Chabloz
Rita Kobel

L'essentiel en bref

- La situation de l'économie suisse s'améliore de plus en plus. De même, les perspectives pour les six prochains mois restent favorables. C'est ce qu'indiquent les résultats des entretiens menés avec les chefs d'entreprises au troisième trimestre.
- Les chiffres d'affaires en termes réels se sont de nouveau accrus par rapport au trimestre précédent, et même de façon marquée par rapport au troisième trimestre de l'année précédente.
- L'utilisation des capacités techniques de production des entreprises n'est plus très éloignée de la normale, même si certaines branches se trouvent toujours dans une situation difficile.
- La tendance continue de s'améliorer pour ce qui concerne les marges, même si celles-ci restent, dans l'ensemble, encore inférieures au niveau considéré comme habituel par les interlocuteurs.
- Pour les six prochains mois, les interlocuteurs escomptent une poursuite de la hausse des chiffres d'affaires réels, grâce essentiellement à l'évolution plus favorable de la conjoncture internationale.
- La propension des entreprises à investir ainsi que leurs besoins en personnel augmentent sensiblement.
- Par rapport au trimestre précédent, les entreprises estiment que l'environnement international est désormais moins incertain. Elles se montrent toutefois prudentes concernant l'évolution récente des cours de change.

SITUATION ACTUELLE

Hausse plus marquée des chiffres d'affaires

Les résultats des entretiens menés au cours du troisième trimestre avec les chefs d'entreprise indiquent que la croissance économique suisse a continué de s'accroître, la tendance étant la plus marquée dans l'industrie.

Les chiffres d'affaires réels (c'est-à-dire corrigés de la variation des prix de vente) des entreprises ont affiché une croissance robuste par rapport au trimestre précédent (voir graphique 1; pour l'interprétation des graphiques, voir les informations figurant à la fin du rapport). Ils sont même nettement au-dessus de leur niveau du troisième trimestre 2016. Cette évolution repose sur une large assise: elle s'observe dans les trois domaines d'activité, soit les services, l'industrie et la construction.

Les exportations ont apporté une contribution déterminante à la hausse des chiffres d'affaires. La plupart des branches exportatrices continuent d'afficher une dynamique favorable dans leur marché des affaires. Les ventes sont réjouissantes dans différents pays d'Europe. L'Asie, et particulièrement la Chine, sont également citées par les interlocuteurs comme jouant un rôle moteur dans cette évolution. Les signaux venant des États-Unis sont quelque peu hétérogènes, mais majoritairement positifs. Les activités commerciales des fournisseurs de l'industrie automobile et ferroviaire ainsi que des domaines de la santé et de l'aéronautique sont particulièrement florissantes.

Au succès des exportations s'ajoute une dynamique un peu plus forte des ventes en Suisse.

Utilisation des capacités de production quasi normale

Le taux d'utilisation des capacités techniques de production avait diminué entre début 2014 et mi-2016

Graphique 1

CHIFFRES D'AFFAIRES – ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE



Évolution des chiffres d'affaires, en termes réels, par rapport au trimestre précédent. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution. Source: BNS.

(voir graphique 2). Il s'est ensuite stabilisé à partir du second semestre 2016. Depuis, la sous-utilisation des capacités de production ne cesse de reculer.

La moitié des entreprises décrivent l'utilisation de leurs capacités techniques comme normale. Les 50% restants se répartissent à peu près à égalité entre les entreprises indiquant une surutilisation et celles annonçant une sous-utilisation. Quelques entreprises ont augmenté le nombre de leurs équipes afin de couvrir la demande accrue.

Effectifs adéquats

Comme aux deux trimestres précédents, les effectifs sont actuellement jugés conformes aux besoins dans chacun des trois domaines d'activité. En 2016, les interlocuteurs estimaient encore être plutôt en surnombre.

Si, au trimestre précédent, le recrutement a été considéré comme aussi difficile qu'à l'accoutumée, il a été jugé plus ardu que d'ordinaire au troisième trimestre, ce qui s'explique notamment par la raréfaction de la main-d'œuvre venue d'Allemagne. Les interlocuteurs ont également indiqué que les entreprises essaient de plus en plus de se débarrasser mutuellement leurs collaborateurs.

Pressions moins fortes sur les marges

En ce qui concerne les marges, la tendance à la normalisation qui a commencé début 2016 se poursuit. La hausse du volume des chiffres d'affaires y contribue grandement. Dans l'ensemble, les marges sur les bénéfices sont toujours inférieures au niveau considéré comme normal par les interlocuteurs, mais l'appréciation globale a entre-temps rejoint le niveau qui avait précédé la suppression du cours plancher par rapport à l'euro. Néanmoins, la situation continue de varier fortement selon les domaines d'activité et les entreprises.

Graphique 2

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION



Utilisation des capacités techniques de production et de l'infrastructure par rapport au potentiel de production. Les valeurs positives indiquent une utilisation supérieure et les négatives, une utilisation inférieure au potentiel. Source: BNS.

ÉVOLUTION OBSERVÉE DANS LES DIFFÉRENTES BRANCHES

Dans le commerce, la situation s'est certes quelque peu améliorée, mais des mutations structurelles telles que le glissement vers le commerce en ligne sont toujours perceptibles. Les branches et segments qui ne proposaient pas jusqu'ici de produits en ligne se mettent également à suivre cette tendance. Le commerce de détail traditionnel continue de faire face à un environnement difficile. Différents emplacements présentent une surdensité commerciale. Quelques signes isolés indiquent toutefois un ralentissement voire un arrêt de l'érosion des prix. Le commerce de gros a tendance à présenter une légère augmentation des chiffres d'affaires réels et une amélioration de l'utilisation des capacités de production.

Dans le secteur financier, la marche des affaires est à nouveau positive. La pression sur les marges se fait certes toujours sentir, mais elle diminue grâce aux réductions de coûts réalisées. Les infrastructures (surfaces de bureaux et de vente et capacités informatiques) demeurent cependant sous-utilisées ou surdimensionnées. Les réseaux de filiales ont tendance à être réduits. En ce qui concerne les activités liées aux opérations de commissions, les établissements financiers peuvent profiter du climat boursier toujours favorable; le bas niveau des taux d'intérêt reste en revanche problématique.

Dans l'hôtellerie, la marche des affaires a été réjouissante lors du trimestre d'été. De nombreuses régions ont enregistré une hausse de leur fréquentation touristique. La demande est en partie stimulée par le fait que la Suisse est considérée comme une destination sûre. L'utilisation des infrastructures a pratiquement retrouvé son état normal, et les marges se sont sensiblement améliorées grâce aux réductions de coûts et au fait que les prix ont en partie pu être augmentés.

La branche des technologies de l'information et de la communication s'est distinguée, au cours des trimestres précédents déjà, par une marche des affaires extrêmement soutenue accompagnée d'une forte croissance des chiffres d'affaires. Elle affiche ce trimestre des chiffres d'affaires nettement supérieurs à ceux enregistrés un an auparavant.

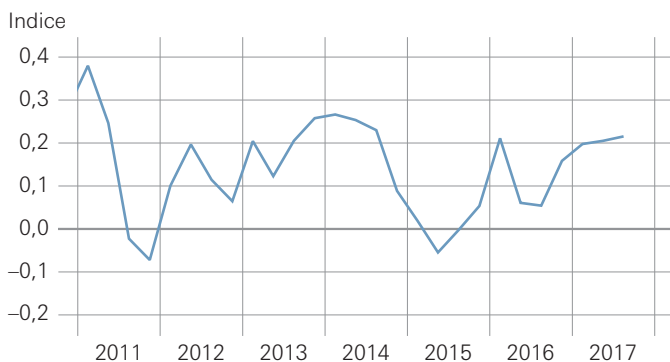
Dans l'industrie, la situation continue de s'améliorer. La plupart des branches y affichent des chiffres d'affaires supérieurs à ceux du trimestre précédent. Dans l'horlogerie également, les signaux indiquant que le creux de la vague a été dépassé se confirment; toutefois, les capacités de production sont toujours sous-utilisées, et les marges restent soumises à de vives pressions. Dans l'industrie alimentaire, les entreprises de transformation du plastique et des métaux, la construction de machines ainsi que l'approvisionnement énergétique, les marges sont également inférieures au niveau considéré comme habituel.

Dans la construction, la marche des affaires demeure positive, tant dans le secteur principal que dans le second œuvre. Dans certaines régions, il est toujours question d'une intensification de la concurrence d'éviction.

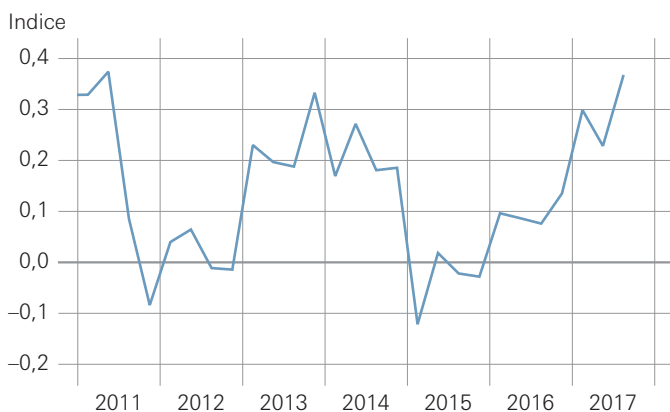
La numérisation et la cybersécurité restent des sujets évoqués dans de très nombreuses branches; rares sont les entreprises qui échappent à la nécessité de mener une réflexion ou de lancer des projets sur ce thème.

CHIFFRES D'AFFAIRES – ÉVOLUTION ATTENDUE

Evolution attendue des chiffres d'affaires, en termes réels, pour les six prochains mois. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.
Source: BNS.

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION – ÉVOLUTION ATTENDUE

Evolution attendue de l'utilisation des capacités techniques de production et de l'infrastructure pour les six prochains mois. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.
Source: BNS.

ÉVOLUTION ATTENDUE DES EFFECTIFS

Evolution attendue des effectifs pour les six prochains mois. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.
Source: BNS.

PERSPECTIVES**Optimisme persistant**

Les interlocuteurs demeurent optimistes quant aux perspectives commerciales pour les six prochains mois. Ils s'attendent dans les trois domaines d'activité à une augmentation des chiffres d'affaires réels (voir graphique 3). Cette appréciation s'explique surtout par les perspectives conjoncturelles propices au niveau international. Les conditions de change légèrement plus favorables – notamment la revalorisation de l'euro – et les effets notables des mesures visant à accroître l'efficacité jouent toutefois aussi un rôle important à cet égard.

Cet optimisme se reflète également dans la légère hausse attendue de l'utilisation des capacités de production et de l'infrastructure au cours des six prochains mois (voir graphique 4). De plus, la propension à investir, aussi bien dans les biens d'équipements que pour les investissements en constructions, est désormais nettement plus forte que lors des trimestres précédents. Plus d'un quart des entreprises qui investissent dans les biens d'équipement élargissent dans le même temps leurs capacités de production.

Dans les six mois qui viennent, les interlocuteurs tablent pour la première fois depuis début 2014 sur des prix d'achat et de vente tendant légèrement à la hausse, notamment en raison de l'augmentation du prix des matières premières.

Accroissement modéré des effectifs prévu

La perspective d'une hausse de l'utilisation des capacités se reflète également dans les plans d'embauche, les interlocuteurs envisageant d'accroître modérément les effectifs (voir graphique 5). Cela concernerait chacun des trois domaines d'activité, mais surtout les services. Dans l'industrie, les entreprises se montrent plus réservées.

ENVIRONNEMENT ET RISQUES

Par rapport au trimestre précédent, les entreprises estiment que l'environnement est moins incertain. En ce qui concerne l'Europe, les interlocuteurs se sont montrés plus détendus dans leur appréciation des risques, même s'il est toujours difficile d'évaluer les conséquences du Brexit. Les risques géopolitiques et – dans une moindre mesure – les tendances protectionnistes comptent parmi les dangers potentiels majeurs évoqués. En Suisse, la densité de la réglementation est ressentie comme un poids. La cybercriminalité est ponctuellement citée comme étant une source de danger. En ce qui concerne la réforme de l'imposition des entreprises, les interlocuteurs comptent sur une solution pragmatique.

Un certain nombre d'interlocuteurs considèrent le bas niveau des taux d'intérêt comme étant problématique eu égard à la situation future des institutions de prévoyance. Par ailleurs, les répercussions sur le marché immobilier suscitent également l'inquiétude. La propension marquée des investisseurs institutionnels à y placer des fonds est perceptible. La hausse du nombre de logements vacants a également été mentionnée.

L'affaiblissement du franc face à l'euro au cours du trimestre est certes accueilli favorablement par la plupart des entreprises. Toutefois, les interlocuteurs se montrent très prudents, car cette tendance ne sera suivie d'effets que si elle perdure. Jusqu'à présent, la grande majorité des entrepreneurs affirment n'avoir encore ressenti aucun effet de l'affaiblissement du franc dans la marche de leurs affaires.

ANTICIPATIONS D'INFLATION

Lors des échanges, les délégués interrogent régulièrement leurs interlocuteurs sur leurs anticipations d'inflation à court et à moyen terme – mesurée par l'indice des prix à la consommation – en tant que consommateurs.

Après la forte appréciation du franc intervenue au début de l'année 2015, les anticipations à court et à moyen terme avaient nettement reculé, avant de repartir progressivement à la hausse. Cette tendance haussière s'est également poursuivie au troisième trimestre: pour les six à douze prochains mois, l'inflation attendue s'élève à présent à 0,5% en moyenne, contre 0,3% au trimestre précédent (ligne bleue du graphique 6). Quant à l'inflation attendue pour le moyen terme – soit les trois à cinq prochaines années –, elle s'inscrit toujours à 1% (ligne rouge du graphique). Les anticipations d'inflation sont donc de nouveau comparables à celles de fin 2014.

A propos des Signaux conjoncturels

Approche

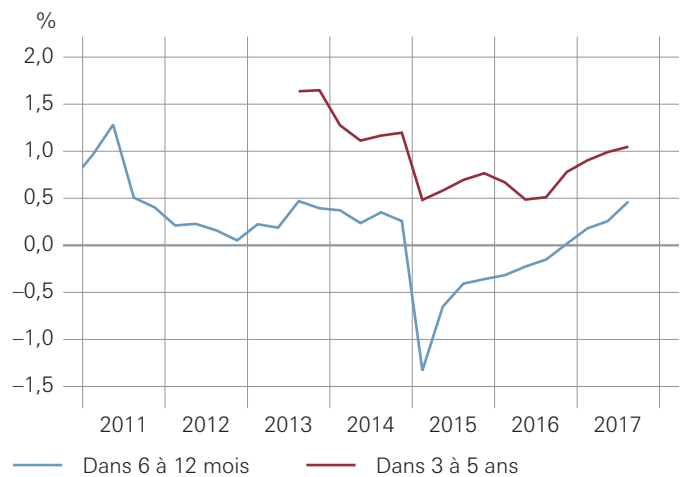
Les délégués de la BNS mènent des entretiens trimestriels avec des décideurs économiques de toute la Suisse. Les *Signaux conjoncturels* constituent un condensé des principaux résultats de ces entretiens.

Chaque trimestre, quelque 240 entreprises reçoivent ainsi la visite des délégués. Elles sont sélectionnées en fonction de la structure sectorielle de l'économie suisse telle qu'elle ressort du produit intérieur brut (PIB) et de la statistique de l'emploi. Les branches soumises à de fortes fluctuations conjoncturelles sont quelque peu surreprésentées. Par contre, le secteur public et l'agriculture ne sont pas pris en compte. La sélection des entreprises visitées change chaque trimestre.

Lors des entretiens, les délégués de la BNS recueillent principalement des informations qualitatives. Les entretiens sont toutefois structurés de telle sorte qu'ils permettent aux délégués de répartir une partie des informations qualitatives obtenues sur une échelle quantitative. Il est dès lors possible d'agréger les données collectées et de les présenter sous forme de graphiques.

Graphique 6

INFLATION ATTENDUE



Source: BNS.

Les cinq niveaux de l'échelle utilisés à cet effet correspondent en substance aux appréciations suivantes: beaucoup plus élevé/beaucoup trop élevé (valeur +2); un peu plus élevé/un peu trop élevé (valeur +1); inchangé/normal (valeur 0); un peu plus bas/un peu trop bas (valeur -1); beaucoup plus bas/beaucoup trop bas (valeur -2).

Interprétation des graphiques

Les graphiques présentent sous forme de courbes des informations qualitatives recueillies auprès des entreprises. Les valeurs indiquées correspondent à une moyenne des résultats de l'ensemble des entreprises visitées. Lors de l'interprétation des résultats, l'attention doit avant tout porter sur l'évolution de la courbe; les niveaux et leur variation exacte sont secondaires.

Informations complémentaires

Des données plus détaillées sur les *Signaux conjoncturels* se trouvent sur le site Internet www.snb.ch, rubrique La BNS\Relations avec l'économie régionale.